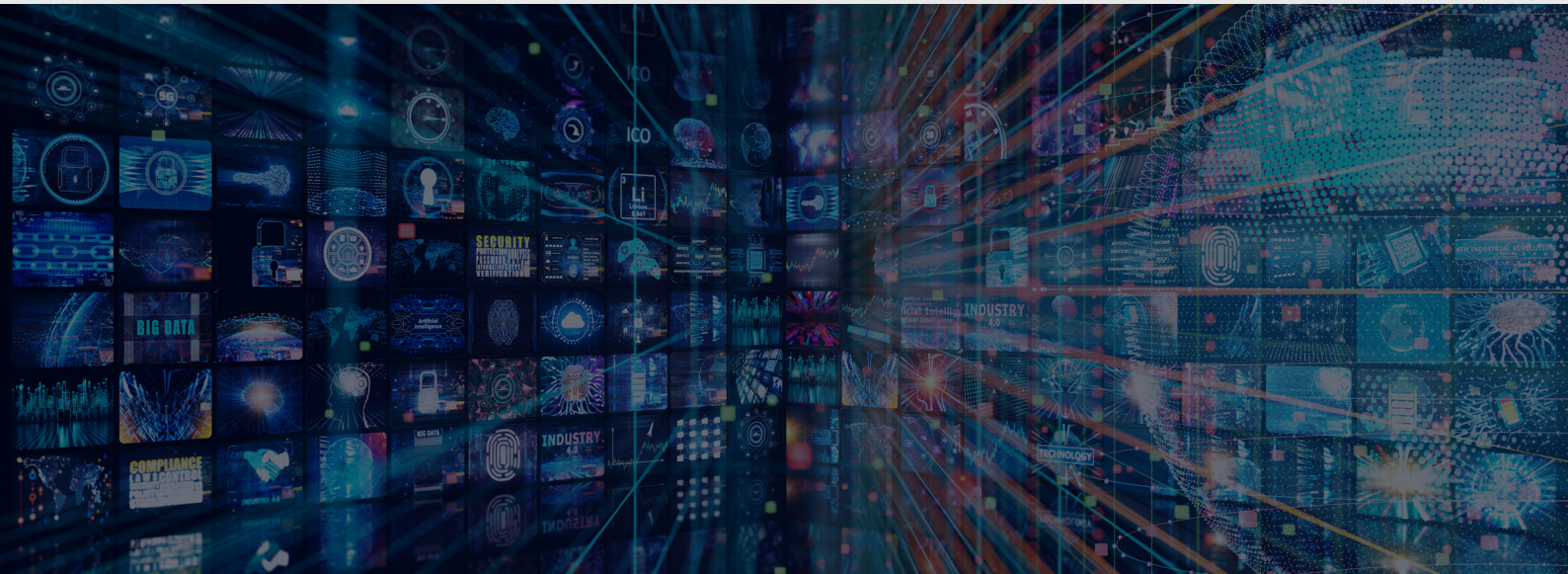
IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
de l'information
et des stratégies
d'influence

La souveraineté informationnelle de l'Alliance des États du Sahel soutenue par la Russie : analyse géopolitique de Tafouk TV

Selma Mihoubi / Consultante indépendante spécialiste en influence informationnelle

Novembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Selma Mihoubi / Consultante indépendante spécialiste en influence informationnelle

Docteure en Géographie, politique, culturelle et historique de l'Institut de Géographie (Sorbonne Université Paris IV), Selma Mihoubi est consultante indépendante spécialiste en influence informationnelle pour des acteurs institutionnels et privés. Elle a publié des travaux de recherche sur l'influence médiatique de la Chine en Afrique francophone et sur la désinformation au Sahel. Sa double formation en journalisme et en géopolitique lui a permis de développer une expertise dans l'analyse des manipulations de l'information. À ce titre, elle a travaillé pour VIGINUM (Services du Premier ministre – SGDSN), le ministère des Armées et l'Union européenne.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS se consacre à l'analyse approfondie des mécanismes de fabrication de l'information, des logiques médiatiques et des stratégies d'influence, dans un contexte international. Il explore comment l'information est produite, transcrite et diffusée dans les médias traditionnels, numériques et les réseaux sociaux, tout en examinant les dynamiques de pouvoir, les enjeux géopolitiques, les dilemmes éthiques et problématiques économiques liés à ces pratiques.

À l'ère du numérique, l'Observatoire vise à éclairer les relations complexes entre médias, opinion publique et sphères d'influence à travers le monde, en incluant une perspective stratégique. Il s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de mieux comprendre les enjeux globaux de l'information et de l'influence.

À travers ses travaux et ses initiatives, l'Observatoire se positionne comme une ressource de réflexions et d'analyses des stratégies d'influence et de désinformation, contribuant ainsi à un débat public éclairé et informé.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

INTRODUCTION



Source : Tafouk TV, 29 octobre 2026

Le 29 octobre 2026, la chaîne sahélienne Tafouk TV a retransmis en direct le signal de la chaîne russe RT en français, couvrant le Sommet Russie-Afrique (28-29 octobre) tenu à Moscou. Créée conjointement par les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger, la chaîne a reçu le soutien de la Russie à travers la signature d'un accord de coopération avec le média RT en juillet 2026. Si les détails de cet accord n'ont pas été rendus publics, l'analyse des contenus diffusés par la chaîne sahélienne met déjà en évidence un partage de contenu asymétrique du média russe vers Tafouk TV, ainsi que des intérêts éditoriaux communs.

Les autorités des trois pays de la Confédération des États du Sahel, ou Alliance des États du Sahel (AES), ont créé des médias conjoints afin d'assurer leur souveraineté informationnelle. Dès lors, dans quelle mesure Tafouk TV est un projet médiatique endogène ?

Depuis sa création en 2023, l'AES développe une coalition informationnelle axée sur la défense des autorités militaires, qui ont pris le pouvoir dans les trois pays à la suite de coups d'États, sur une promotion de leurs actions contre les groupes terroristes[1], et sur un néo-panafricanisme prônant le rejet de l'ancienne puissance coloniale française[2]. Dans ce contexte, les trois dirigeants (Assimi Goïta – Mali, Abdourahamane Tiani – Niger, Ibrahim Traoré – Burkina Faso), développent une stratégie informationnelle visant à consolider leur régime narratif, à travers la diffusion de récits communs véhiculés sur des vecteurs médiatiques qu'ils contrôlent, pour servir leurs intérêts géopolitiques. Le soutien de la Russie

[1] État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).
[2] Selma Mihoubi, « La communication des dirigeants de l'Alliance des États du Sahel : un régime narratif sahélien ? », *Fabulae Mundi*, 27 mars 2025, https://fabulaemundi.hypotheses.org/1353

dans ce projet de souveraineté informationnelle apparaît comme un paradoxe, mais s'avère cohérent au regard des projets géopolitiques de l'AES comme de Moscou.

Cet article propose d'analyser la création de Tafouk TV et la stratégie d'influence informationnelle des pays de l'AES à travers une analyse lexicométrique[3] de 31 vidéos (format 16:9, hors "shorts") diffusées sur la chaîne YouTube du média entre le 1er et le 31 octobre 2026. Les données observées permettent de mieux saisir les récits véhiculés par Tafouk TV, à propos des pays membres de l'AES, de la France et de la Russie. Cette analyse met en exergue l'institutionnalisation puis la militarisation de l'information pour défendre la légitimité des autorités des États membres de l'Alliance, et questionne l'instrumentalisation de ce contexte par Moscou.

TAFOUK TV : UN PROJET MÉDIATIQUE CONTRÔLÉ PAR LES AUTORITÉS MILITAIRES

Avant d'analyser les contenus diffusés, cet article propose d'étudier le cadre politique de Tafouk TV, et ses mécanismes de contrôle. Cette première partie montre que Tafouk TV matérialise une coalition informationnelle recherchée par les autorités militaires, et qu'elle repose sur une conception défensive et militaire de l'information.

La matérialisation de la coalition informationnelle de l'AES

Bien que la chaîne ait commencé à diffuser en continu à partir du 16 septembre 2026, sa création a été actée le 21 décembre 2025 par les organes législatifs des pays de l'AES. Cette date correspond à la tenue du deuxième sommet des chefs d'État de l'AES (Bamako, Mali), marqué par une volonté d'intensifier l'intégration institutionnelle et sécuritaire des trois pays. À cette période, l'AES doit démontrer la légitimité et la viabilité de son organisation régionale, particulièrement après son retrait effectif de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en janvier 2025, et face à une hausse des attaques djihadistes contre les forces armées des trois pays[4]. Dans ce contexte, le Mali, le Burkina Faso et le Niger se sont appuyés sur leurs médias d'État pour contrer la propagande djihadiste qui pointait les faiblesses et les défaites des militaires[5].

[3] Une analyse lexicométrique est une étude statistique et quantitative du vocabulaire employé dans un corpus de contenus issus d'un ensemble de textes, mais aussi prononcés au sein de contenus vidéo et radio.
[4] ACLED, « Economic Warfare Escalates, Militants Expand Beyond Sahel », 11 décembre 2025, https://acleddata.com/report/economic-warfare-escalates-militants-expand-beyond-sahel
[5] « Planisphère. Le Sahel, espace de confrontation informationnelle ? Avec S. Mihoubi », *Diploweb*, 18 février 2026, https://www.diploweb.com/Planisphere-Le-Sahel-espace-de-confrontation-informationnelle-Avec-S-Mihoubi.html

Cette exigence de démontrer la cohésion de l'AES s'est traduite concrètement par la création de médias communs. Lors du sommet de Bamako, les dirigeants des trois pays annoncent ainsi le lancement d'une banque confédérale, d'une force militaire conjointe, et de deux médias : Tafouk TV et la radio Daandé Liptako. La création d'une agence de presse commune est également prévue[6]. Le lancement de la chaîne de télévision est symbolique et significatif d'un projet de communication visant à faire rayonner l'organisation en Afrique francophone, et à contrôler les récits qui circulent au sujet de l'AES. À ce titre, le projet de loi de création de Tafouk TV indique un objectif de renforcer la communication des trois États, de lutter contre la désinformation supposée des médias occidentaux à l'encontre des autorités des trois pays, et de produire un récit sahélien dans le champ informationnel. Tafouk TV est ainsi présentée comme un projet de souveraineté informationnelle[7].

Cette ambition s'accompagne d'un contrôle étroit des autorités politiques sur la chaîne. La création de la chaîne et son installation à Bamako a été soutenue par les ministres de la Communication et des Affaires étrangères des trois pays de l'AES[8]. Un conseil d'administration tripartite a été constitué par des membres nommés par les ministres de la Communication de chaque État. Les représentants sont des professionnels des médias et des conseillers ministériels du secteur. Hélène Ayika, ancienne journaliste pour la télévision publique nigérienne et conseillère technique du ministre de la Communication et de l'Information a été désignée à la tête du Conseil d'administration de Tafouk TV par le président en exercice de la Confédération des États du Sahel[9]. L'ancien directeur général de l'ORTM (Radio-télévision malienne - Office de radiodiffusion télévision du Mali) Salif Sanogo, a été choisi pour diriger Tafouk TV. L'ancien journaliste a par ailleurs occupé les fonctions de chef de la cellule de communication de la présidence de la République du Mali, soulignant sa proximité avec Bamako[10].

D'un point de vue éditorial, la chaîne coopère avec les médias d'États des trois pays membres, à savoir, l'ORTM, la Radio-télévision du Niger (RTN) et la Radio-télévision du Burkina (RTB). En

[6] « AES : ce qu'il faut retenir du sommet entre Assimi Goïta, Ibrahim Traoré et Abdourahamane Tiani », *Jeune Afrique*, 23 décembre 2025, https://www.jeuneafrique.com/1752409/politique/aes-ce-quil-faut-retenir-du-sommet-entre-assimi-goita-ibrahim-traore-et-abdourahamane-tiani/

[7] « AES : Tafouk TV démarre ses programmes », *APA News*, 17 septembre 2026, https://fr.apanews.net/communication/aes-tafouk-tv-demarre-ses-programmes/

[8] « Tafouk TV prend son envol : Bamako installe le premier conseil d'administration de la télévision de l'AES », *Maliweb*, 09 juin 2026, https://www.maliweb.net/technologie/tafouk-tv-prend-son-envol-bamako-installe-le-premier-conseil-dadministration-de-la-television-de-laes-3117394.html

[9] « AES : une Nigérienne à la tête du conseil d'administration de Tafouk TV, la télévision confédérale », *Seneweb*, 22 mai 2026, https://www.seneweb.com/fr/news/10/aes-une-nigerienne-a-la-tete-du-conseil-dadministration-de-takouk-tv-la-television-confederale_n_493334.html

[10] « Mali : qui est Salif Sanogo, un mastodonte de la presse malienne nommé à la tête de la télévision de l'AES », *Croissance Afrique*, 14 décembre 2025, https://croissanceafrique.com/mali-qui-est-salif-sanogo-un-mastodonte-de-la-presse-malienne-nomme-a-la-tete-de-la-television-de-laes/

outre, Tafouk TV a également un partenaire médiatique étranger : le 8 juillet 2026, la directrice de RT en français Natalia Lebedeva, et le directeur général de Tafouk TV, Salif Sanogo, ont signé un mémorandum d'entente en marge de la deuxième session de consultations entre la Russie et les États de la Confédération du Sahel organisée à Niamey (Niger). Cet accord prévoit des échanges de contenus et d'expériences. La chaîne a aussi reçu le soutien d'officiels russes, comme le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui a présidé la signature du partenariat avec RT[11], révèlant des intérêts informationnels communs entre Moscou et ses partenaires sahéliens. Ce contrôle institutionnel et ces alliances éditoriales se doublent d'un cadrage idéologique explicite, qui fait de l'information un enjeu de défense pour l'AES.

Un projet de « lutte contre le terrorisme médiatique » de l'Occident

Les discours diffusés autour du lancement de Tafouk TV sont explicites : les autorités des trois pays ont évoqué une volonté de lutter « contre le terrorisme médiatique »[12]. Cette formule produit d'une part un déplacement de la menace terroriste qui les concerne du terrain physique au champ informationnel, et d'autre part, les positionne dans un cadre défensif : l'AES serait victime d'attaques terroristes dans l'espace médiatique, lui imposant de se défendre.

Ce cadrage défensif se prolonge dans la programmation de la chaîne. L'utilisation d'une terminologie propre à la guerre est significative de la conception militaire des médias par les trois pays observés. Ce prisme s'observe dans le choix des programmes diffusés par Tafouk TV. L'émission « BIR-COM » illustre parfaitement cette idée : son nom est une référence directe au Bataillon d'intervention rapide de la communication (BIR-C), milice numérique créé par les autorités burkinabè pour mener des opérations informationnelles coordonnées sur les réseaux sociaux pour soutenir Ouagadougou, à travers la diffusion de narratifs anti-occidentaux, de promotion des actions de l'armée nationale, ou encore, par l'intimidation de journalistes critiques à l'égard du pouvoir[13]. L'émission « BIR-COM » se présente comme une émission « dédiée » aux « soldats » de la « guerre informationnelle », et dénonce « un complot

[11] « Tafouk TV sur Canal+ : la chaîne de l'AES, partenaire de RT, pose la question des sanctions européennes », *Afrik.com*, 30 septembre 2026, https://www.afrik.com/tafouk-tv-sur-canal-la-chaine-de-l-aes-partenaire-de-rt-pose-la-question-des-sanctions-europeennes

[12] « Sahel juntas launch TV channel with Russian backing », *Financial Times*, 04 octobre 2026, https://www.ft.com/content/259b49a1-8eda-4e8d-84c7-45323988b07b?syn-25a6b1a6=1

[13] « Désinformation et raids en ligne contre les journalistes : enquête sur le BIR-C, la milice numérique », *Reporters sans frontières (RSF)*, 23 juillet 2026, https://rsf.org/fr/d%C3%A9sinformation-et-raids-en-ligne-contre-les-journalistes-enqu%C3%AAte-sur-le-bir-c-la-milice-num%C3%A9rique

de déstabilisation » contre les trois pays du Sahel[14]. Il propose des décryptages du traitement médiatique de divers événements concernant les pays de l'AES, la France, ou la Russie.

La thématique de la guerre est également au cœur de l'émission « Ligne de front », un programme d'actualité militaire consacré à la promotion des activités des forces armées des trois pays. Le programme diffuse des images des opérations et des reportages des entraînements et actions des militaires, ainsi que des déplacements des autorités militaires auprès de leurs troupes. À ce stade, « Ligne de front » ne relaie pas de détails sur les attaques des groupes armés terroristes, ni de bilan des victimes.

Par sa gouvernance comme par sa programmation, Tafouk TV apparaît ainsi comme un instrument au service des autorités militaires. Une conception guerrière de l'information qui s'observe dans les récits diffusés.

LA MILITARISATION DE L'INFORMATION ET DES RÉCITS

À partir de l'analyse lexicométrique des 31 vidéos, cette deuxième partie examine comment cette logique de combat informationnel se traduit dans les contenus par la construction d'un récit stratégique qui consiste en « la mise en ordre et la mise en sens » des événements orientés vers des objectifs politiques[15] : la légitimation des forces armées et des régimes, un ciblage de la France comme ennemi, puis la reprise de narratifs pro-Moscou.

Légitimer les forces armées et les régimes militaires

Le thème le plus représenté selon l'analyse lexicométrique effectuée sur 31 vidéos de Tafouk TV est celui de la sécurité/défense (17 %). Les termes « armées », « forces armées », « FAMa »[16], « opérations », « frappes » et « offensives », figurent parmi les plus cités dans les contenus étudiés. La prégnance de cette thématique dans les résultats est significative d'une campagne informationnelle visant à propager le récit de l'efficacité et du dynamisme des forces armées des trois pays de l'AES. À ce titre, le vocabulaire utilisé dans les vidéos fait état d'une « montée en puissance » des armées, d'une « modernisation » constante et d'une progression de la force unifiée de l'AES.

[14] Chaîne YouTube de Tafouk TV, émission *BIR-COM*, 23 octobre 2026, https://www.youtube.com/watch?v=1PaEfgPMdzs&list=PLF2Bc51-1jmE&index=2

[15] Ministère des Armées, « Comment gagner la bataille des récits ? », 13 mai 2026, https://www.defense.gouv.fr/actualites/comment-gagner-bataille-recits

[16] Forces armées maliennes (FAMa).

Un vocabulaire de la victoire est aussi associé à cette thématique. Les termes « libération », « victoire » et « reconquête » figurent parmi les plus utilisés dans les contenus abordant l'actualité sécuritaire. Ce résultat démontre un cadrage éditorial de l'information qui participe à occulter les défaites, pertes et difficultés des forces armées de l'AES. Par exemple, sur la période observée, Tafouk TV a publié des reportages abordant la reprise du contrôle de la ville de Kidal au nord du Mali par les forces armées maliennes (FAMa) le 6 octobre 2026. Cet événement constitue un fait majeur pour les autorités du pays, Kidal étant le fief de la rébellion séparatiste Touareg, représentée aujourd'hui par le Front de libération de l'Azawad (FLA)[17]. Pour rappel, le 25 avril 2026, le FLA avait mené une offensive conjointe avec le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) pour éliminer les soldats maliens et les éléments de la milice russe Africa Corps stationnés dans la ville de Kidal[18]. Les 400 combattants russes ont capitulé et ont évacué la ville, et les soldats maliens ont été repoussés par les attaques conjointes du FLA et du GSIM. Une source locale anonyme a communiqué un bilan d'une trentaine de morts civils et militaires à l'Agence France-Presse (AFP)[19]. Les autorités militaires ont quant à elles évoqué un bilan de 16 blessés.

Le retour des FAMa à Kidal a ainsi été décrit comme un *«* événement charnière de [notre] souveraineté *»*, à travers des images faisant la démonstration de la présence de centaines de soldats occupant la ville. Les reportages diffusés par Tafouk TV ont aussi donné la parole à ces militaires, qui saluent le courage et la présence de leurs autorités venues leur rendre visite sur le front : « c'est la première fois que je vois autant d'autorités militaires. Le Chef d'état-major général des armées accompagné de six généraux directeurs de service, venir sur la première ligne à plus de 1500 kilomètres de Bamako passer 48 heures avec les troupes, c'est inédit dans notre histoire, et c'est symbolique »[20].

[17] « Au Mali, la reprise de Kidal "consolide" la Transition », RFI, 07 octobre 2026, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20261007-au-mali-la-reprise-de-kidal-consolide-la-transition

[18] D'autres villes ont été ciblées, dont le camp militaire de Kati près de Bamako, où se situait la résidence privée du ministre de la Défense, Sadio Camara, qui a été tué pendant l'offensive. Centre d'études stratégies de l'Afrique, « Les attaques au Mali s'inscrivent dans une trajectoire prolongée de dégradation sécuritaire », 28 avril 2026, https://africacenter.org/fr/spotlight/les-attaques-au-mali-degradation-securitaire/

[19] « Au Mali, plus de 30 morts dans deux attaques dans le centre du pays revendiquées par les djihadistes du GSIM », *Le Monde*, 07 mai 2026, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/05/07/au-mali-plus-de-30-morts-dans-deux-attaques-dans-le-centre-du-pays-revendiquees-par-les-djihadistes-du-gsim_6686604_3212.html

[20] Chaîne YouTube de Tafouk TV, *Ligne de Front*, 01 octobre 2026, https://www.youtube.com/watch?v=f6vB4rO7rcM&list=PLDqcxtyMs_zs&index=3



Source : Émission ligne de front du 1er octobre 2026. Les pick-ups des FAMa défilent sous l'acclamation d'enfants, et font des exercices de tirs à Kidal.

Le traitement médiatique de la reprise de Kidal par la chaîne sahélienne se concentre ainsi sur la démonstration de force des FAMa, leur montée en puissance matérielle et stratégique. Ce cadrage construit le récit d'une armée puissante qui a obtenu une victoire militaire historique contre deux ennemis coalisés, quand dans les faits, il n'y a pas eu de combat pour la reprise de Kidal le 6 octobre. En effet, le FLA avait quitté la ville avant l'arrivée des FAMa et de l'Africa Corps, invoquant un repli stratégique. En outre, la ville de Kidal est quasi-désertée et détruite : au moins 90 % des infrastructures de la ville ne fonctionnent plus[21].

La valorisation de la puissance militaire passe aussi par l'image de la modernité technologique. Le terme « drone » figure également dans les occurrences les plus utilisées dans les contenus étudiés. Tafouk TV montre en effet des images des opérations par drones menées par les forces armées des trois pays contre les groupes armés terroristes. Les reportages évoquent la neutralisation des terroristes et la montée en puissance technologique des armées nationales. « Les drones sont devenus une arme médiatique pour l'armée malienne »[22], mais occultent les conséquences humanitaires : l'ONG Human Rights Watch et un consortium de médias *(Jeune Afrique, Bellingcat, The Sentry)*, ont mis en évidence les défaillances dans l'utilisation des drones, dénombrant au moins 146 civils tués sur 12 frappes de drones menées ces six derniers mois par l'armée malienne.

Pour participer à construire ce récit de la montée en puissance des armées des pays de l'AES, les programmes de Tafouk TV nomment peu les adversaires sur le terrain, à savoir, les groupes terroristes et les groupes rebelles. Il y a très peu d'occurrences des termes « GSIM », « état

[21] « Les dessous de la reprise de Kidal par l'armée malienne », *France24*, 07 octobre 2026, https://www.youtube.com/watch?v=qVYf2MixtQ4

[22] « La fabrique de l'info : les dessous de l'enquête sur la guerre des drones au Mali », *Jeune Afrique*, 24 octobre 2026, https://www.jeuneafrique.com/1854823/politique/la-fabrique-de-linfo-les-dessous-de-lenquete-sur-la-guerre-des-drones-au-mali/

islamique », « Al-Qaïda ». Les groupes sont désignés à travers des formules plus génériques comme « les terroristes », « l'ennemi ». Cette anonymisation de l'adversaire tend à le rendre abstrait, à le déshumaniser ou le dépersonnaliser, et participe à son invisibilisation médiatique. Cette stratégie de communication peut créer la représentation d'une menace diffuse qui devient omniprésente, et qui vient de l'extérieur, participant à rassembler les opinions publiques autour d'un ennemi commun.

La continuité des attaques informationnelles contre la France

Dans le corpus analysé, les contenus évoquant la France représentent le second thème le plus visible (14 %). En termes de parts des acteurs étatiques les plus cités, la France est le plus prégnant, avec 60,5 %. Les occurrences les plus utilisées dans ces vidéos sont : « France », « Emmanuel Macron », « Élysée », « Ancien colonisateur ». Ces expressions n'apparaissent pas systématiquement dans tous les reportages de Tafouk TV de manière compulsive. Elles sont en revanche répétées dans des vidéos qui abordent ses relations avec l'Afrique.

Les co-occurrences associées à la France sont : « néocolonialisme », « pillage », « Franc CFA », « Françafrique », ou encore « médias français » et « RFI ». Ces résultats coïncident précisément avec les discours des autorités militaires véhiculés depuis leur prise de pouvoir, à savoir : des accusations de néocolonialisme et d'impérialisme à l'encontre de la France, de pillage des ressources africaines, et de propagande *via* ses médias internationaux. À ce titre, les autorités de l'AES ont accusé la France de mener un « terrorisme médiatique » contre leurs intérêts lors d'un discours à l'Organisation des Nations unies le 20 mai 2026[23].

Les contenus hostiles à la France s'attaquent d'abord à l'héritage politique et économique de la colonisation. Les commentateurs appellent à rejeter l'influence politique de la France, particulièrement sur le plan doctrinal et constitutionnel. Ils affirment que les constitutions et les modèles politiques en Afrique francophone sont « calqués » sur la pensée française, et ne « respectent pas » les aspirations des peuples sahéliens. À ce titre, ils défendent l'émergence d'un « assymisme » politique, un courant de pensée inspiré du panafricanisme, dont le nom est directement dérivé de celui du dirigeant malien Assimi Goïta.

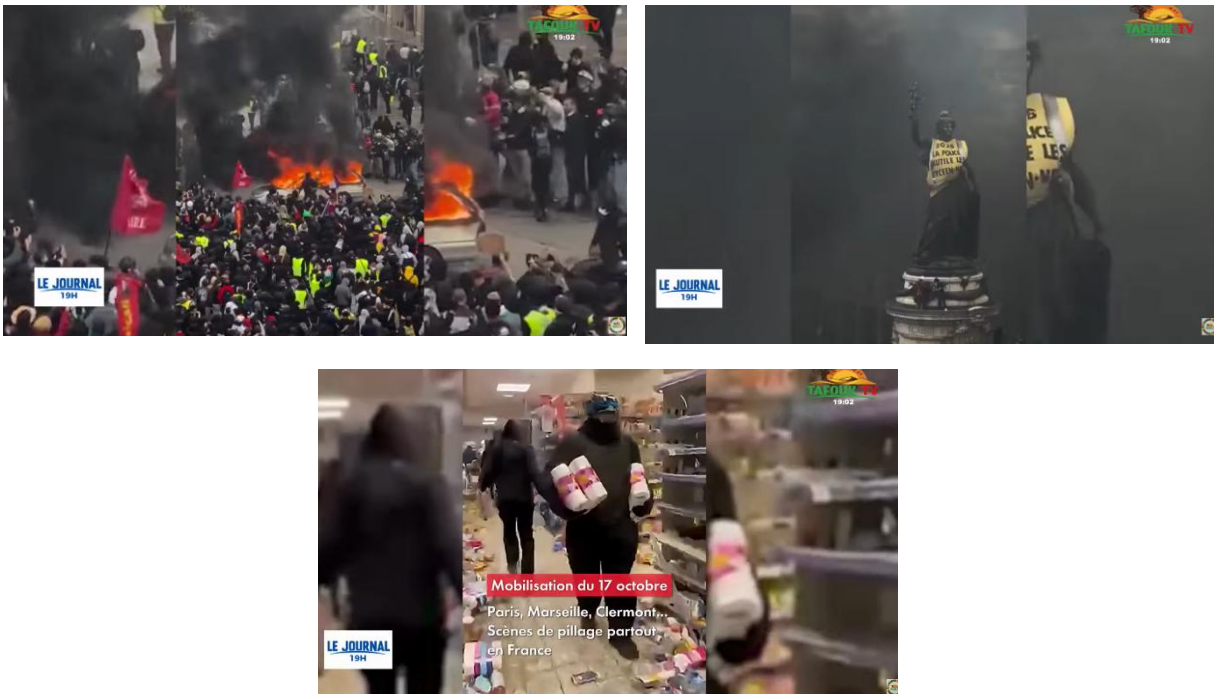
En parallèle, la France est accusée de pillage : sa puissance aurait été construite grâce au « coussin africain », ou « la mamelle ultime permettant à l'économie française de se recycler indirectement à travers les matières premières et les marchés africains ». Le Franc CFA est qualifié de monnaie de « pillage », qui est détournée par les autorités françaises aujourd'hui

[23] « AES à l'ONU : le Mali, le Burkina et le Niger dénoncent le terrorisme médiatique et réaffirment leur détermination », *Maliweb*, 23 mai 2026, https://www.maliweb.net/nations-unies/aes-a-lonu-le-mali-le-burkina-et-le-niger-denoncent-le-terrorisme-mediatique-et-reaffirment-leur-determination-3117017.html

pour « le distribuer par centaine de milliards à des groupes terroristes ». Cette dernière intervention est relative au narratif de la complicité de terrorisme dont les autorités des pays de l'AES accusent régulièrement la France.

À cette critique de l'héritage colonial s'ajoute l'exploitation de l'actualité immédiate. À partir du 17 octobre 2026, les mouvements sociaux en cours en France ont fait la une des journaux de Tafouk TV. Les images diffusées ont montré des incendies et les dégâts matériels causés en marge des rassemblements. Ces choix éditoriaux (mise à la une et cadrage choisi) sont révélateurs d'une volonté de dépeindre un délitement socio-politique du système français, et d'un échec des autorités.

Le traitement médiatique des manifestations en France par Tafouk TV n'est pas purement mensonger, mais la démarche et l'intention sont trompeuses. La gestion politique et sécuritaire de la situation ont fait l'objet de vives critiques dans les contenus observés. Les déclarations du président français Emmanuel Macron ont été jugées « désastreuses », et les reportages ont évoqué des violences policières contre les manifestants. Selon Tafouk TV, les revendications sociales en France sont le signe de « l'incompétence du gouvernement français », qui a soulevé la question suivante : « qu'est-ce qui reste de la légitimité d'Emmanuel Macron ? ». Le chef de l'État est directement ciblé dans les contenus de Tafouk TV par une campagne de décrédibilisation.



Source : captures d'écran des images diffusées en ouverture du journal de 19h du 19 octobre 2026 sur Tafouk TV.

D'un point de vue visuel, les images d'illustration font état d'une situation de guerre. Or, Tafouk TV ne diffuse pas d'images des attaques des groupes armées terroristes quasi-quotidiennes au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Cette occultation ou invisibilisation de la guerre sur le terrain sahélien, au profit d'une sur-représentation des conflits sociaux en France sous le prisme des violences, peut être interprétée comme une stratégie de diversion. « Triste image pour le pays des droits de l'homme qui n'arrive plus à respecter certains droits fondamentaux de ses citoyens », a déclaré le présentateur du journal du 19 octobre.

La vidéo la plus vue de la chaîne YouTube de Tafouk TV aborde justement l'actualité socio-politique de la France[24]. Intitulée « Chassée du Sahel, la France s'écrase littéralement »[25], elle propose un échange entre deux chroniqueurs qui expliquent que la France a bénéficié de ressources « gratuites » pendant des années de ses partenaires africains, et qu'elle serait aujourd'hui en crise économique, politique et sociale à cause du revirement souverainiste et nationaliste de ces pays qui ont rompu ou diminué leurs échanges.

Les images et propos diffusés par la chaîne sahélienne sont significatifs d'une focalisation catastrophiste et sensationnaliste de l'information. Cet angle coïncide avec le projet politique de l'AES de remettre en question le système politique français. Le traitement médiatique de l'actualité en France par Tafouk TV met en évidence une instrumentalisation de la contestation sociale pour servir des objectifs de politique interne : détourner l'attention des audiences de la situation politico-sécuritaire dans les pays de l'AES, nourrir le ressentiment à l'égard du modèle occidental pour légitimer les autorités militaires et justifier le changement de modèle et de partenaires. Cette manœuvre informationnelle est relative au « Whataboutism »[26], technique de désinformation qui consiste à répondre à des critiques ou accusations en décrédibilisant un adversaire en pointant un problème (réel, amplifié ou inventé) chez l'autre.

Si la France constitue une cible des attaques informationnelles de Tafouk TV, la Russie apparaît comme une alliée dans les récits véhiculés par la chaîne.

Le blanchiment des narratifs russes

À ce stade, la visibilité de la Russie reste limitée sur Tafouk TV. Les données observées font état de 12 % de contenus évoquant des acteurs liés à la Russie. De même, Africa Corps est peu

[24] Vidéo publiée le 23 octobre 2026 qui recense 15 000 vues au 10 novembre 2026.
[25] Chaîne YouTube de Tafouk TV, « Chassée du Sahel, la France s'écrase littéralement », 23 octobre 2026, https://www.youtube.com/watch?v=pKb1rLVnTQw
[26] Le terme « whataboutism » vient de l'anglais « What about…? », qui signifie « Et qu'en est-il de… ? » ou « Et alors, pourquoi ne parlez-vous pas de… ? ». Il s'agit d'un procédé rhétorique visant à détourner l'attention d'un sujet.

citée. Tafouk TV présente la Russie comme une grande puissance, un partenaire fiable qui soutient efficacement les pays du Sahel.

Les dernières manœuvres observées dans les vidéos les plus récentes retenues pour cette analyse, correspondant au début du Sommet Russie-Afrique, suggèrent toutefois un fort potentiel d'entrisme médiatique russe dans les programmes de Tafouk TV. En effet, à l'occasion de cet événement diplomatique, la chaîne sahélienne a proposé des retransmissions en direct de plusieurs séquences du sommet. Certaines diffusions en direct reprenaient directement le signal de la chaîne russe RT, comme la retransmission de la conférence de presse conjointe du Président russe Vladimir Poutine et du président burundais Évariste Ndayishimiye, également président en exercice de l'Union africaine. Dès lors, la chaîne sahélienne est devenue une plateforme de diffusion directe de la chaîne russe, sans éditorialisation en interne.

Outre la diffusion de contenus de RT en français, les récits pro-Moscou sont relayés par des chroniqueurs recrutés par Tafouk TV. Par exemple, le professeur franco-camerounais Franklin Nyamsi qui co-anime l'émission « BIR-COM » partage des idées néo-panafricanistes, pro-russes et hostiles à l'influence de la France et du modèle occidental en Afrique. Il n'y a, à ce stade, pas de lien avéré entre Franklin Nyamsi et les autorités russes, toutefois, il a des prises de positions ouvertement pro-russes sur ses réseaux sociaux et désormais, sur la chaîne sahélienne. Les autorités françaises l'ont à ce titre suspendu de ses fonctions de professeur pour « non-respect du droit de réserve » après des déclarations hostiles à la France, et ont émis des accusations d'ingérence étrangères à son encontre, actant un gel de ses avoirs sur le territoire français depuis février 2026[27]. Dans ses prises de parole, Franklin Nyamsi reprend les positions de Moscou, notamment sur la guerre en Ukraine qu'il décrit comme une guerre légitime « d'attrition » contre un pays qui est le « cheval de Troie de l'OTAN dans son ambition hégémonique vers l'est de l'Eurasie »[28].Sur ce sujet, la co-occurrence la plus fréquente avec la mention de la Russie est l'Ukraine. Les vidéos étudiées reprennent le narratif des autorités russes selon lequel la situation en Ukraine est une « guerre de l'OTAN contre la Russie », et que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) instrumentalise Kiev contre Moscou. Ce cadrage est révélateur d'une reprise des éléments de langage russes autour de la guerre en Ukraine, Tafouk TV faisant ainsi du blanchiment de la propagande de Moscou.

[27] Journal officiel de la République française, « Arrêté du 10 février 2026 portant application des articles L. 562-2-1 et suivants du code monétaire et financier », 12 février 2026, https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053458913

[28] Publication Facebook de Franklin Nyamsi du 02 novembre 2026, https://www.facebook.com/FranklinNyamsi/posts/1680250193887107/

Autre donnée notable : l'Ukraine est autant mentionnée que la Russie dans le corpus étudié (11 %). En effet, outre le relai des idées propres à la Russie, les pays de l'AES ont aussi construit un récit autour du rôle de l'Ukraine au Sahel qui est véhiculé par Tafouk TV. L'Ukraine est présentée comme un ennemi, accusée de soutenir le terrorisme et d'ingérence au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ce discours hostile à l'Ukraine n'est pas uniquement le fait d'un alignement pro-russe, mais s'ancre dans un événement réel : du 25 au 27 juillet 2024, une colonne de l'armée malienne accompagnée d'éléments du groupe russe Wagner a subi une lourde défaite militaire à Tinzawaten au nord du Mali, contre les rebelles indépendantistes Touareg. À la suite de la bataille, un responsable du renseignement militaire ukrainien a sous-entendu lors d'une intervention médiatique avoir fourni un soutien aux rebelles. La diplomatie ukrainienne a par la suite démenti cette information. Néanmoins, les autorités maliennes et nigériennes n'ont pas considéré ce démenti et ont estimé que l'Ukraine soutenait les groupes armés rebelles et terroristes. Les deux États ont rompu leurs relations diplomatiques en août 2024. Dès lors, Tafouk TV présente l'Ukraine comme un sponsor du terrorisme au Sahel, au même titre que la France.

La militarisation des récits repose donc sur trois ressorts complémentaires : la valorisation des armées, la dénonciation de la France et de l'Occident comme ennemis en recherche de déstabilisation, et l'appropriation de narratifs russes. Cette mise en récit s'appuie sur un « architexte structurellement binaire »[29], qui oppose l'AES souveraine à une France et un occident prédateur. Cette orientation des récits stratégiques converge avec les stratégies russes, et invite à replacer Tafouk TV dans une perspective géopolitique plus large, d'un bloc informationnel régional soutenu par Moscou.

GÉOPOLITIQUE DE TAFOUK TV : LA RÉGIONALISATION DE L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE SOUTENUE PAR MOSCOU

Le bloc informationnel AES

La création de Tafouk TV et ses orientations éditoriales sont représentatives des efforts des trois pays de l'AES pour verrouiller leurs champs informationnels respectifs, et de constituer un bloc isolé de ses partenaires ouest-africains. Bamako, Niamey et Ouagadougou ont pris des décisions alignées sur un contrôle accru des médias publics, privés, traditionnels comme numériques. Les autorités ont utilisé à cette fin quatre instruments principaux : les lois sur la

[29] L'architexte constitue l'ensemble des éléments qui orientent le sens d'un récit, hors du texte.
Paul Charon, « Lire la désinformation comme un récit sériel : pour une approche littéraire des manipulations de l'information », *Le Rubicon*, 13 novembre 2024.

cybercriminalité, les enrôlements et disparitions forcés et les arrestations, les suspensions de médias, et le contrôle de régulateurs.

Les atteintes à la liberté de la presse et la répression des journalistes et des médias sont le fruit d'une stratégie coordonnée dans les pays de l'AES. Dans son classement 2026 de la liberté de la presse dans le monde, l'organisation Reporters sans frontières a classé le Burkina Faso au 110ème rang/180, le Niger au 120ème avec la chute la plus importante au monde (-37 rangs), et le Mali est classé 121ème. Depuis juin 2024, au moins 11 journalistes ont été arrêtés ou ont subi des enrôlements forcés au Burkina Faso. Sur l'année 2026, les autorités maliennes ont placé en détention trois journalistes après des commentaires critiques à l'égard des autorités, qui ont invoqué la loi sur la cybercriminalité. Enfin, au Niger, au moins 13 arrestations de journalistes ont été recensées en 2025. Une situation qui a poussé les journalistes à l'autocensure, et participé à un fort affaiblissement du rôle de contre-pouvoir des médias[30].

Dans cette logique de souveraineté informationnelle affichée, les autorités des trois pays ont fermé leur espace aux organes français, comme France24, RFI, l'AFP, TV5 Monde, Jeune Afrique ou encore, Mediapart. Les médias français sont accusés de propager des fausses informations contre les dirigeants des pays de l'AES, et de faire l'apologie du terrorisme. Malgré ce positionnement, les pays de l'AES ont tout de même choisi le groupe français Canal+ Afrique pour diffuser Tafouk TV.

En plus de coordonner leurs politiques vis-à-vis des médias nationaux et internationaux, les trois pays de l'AES ont également pris la décision d'harmoniser leur système de régulation des médias. Les 17 et 18 septembre 2026 à Niamey, en parallèle du lancement de Tafouk TV, les présidents du Conseil supérieur de la communication (CSC) du Burkina Faso, de la Haute autorité de la communication (HAC) du Mali et de l'Observatoire national de la communication (ONC) du Niger ont fondé la Plateforme des autorités de régulation des médias et de la communication des États membres de l'AES (PAREMEC). L'inauguration a eu lieu lors d'une conférence constitutive, sur le thème d'une gouvernance concertée de l'espace médiatique et numérique de l'AES pour une « souveraineté informationnelle renforcée ». Le Malien Gaoussou Coulibaly, président de la HAC, en a été désigné premier président. Le secrétariat exécutif permanent est basé à Niamey et la présidence est tournante.

[30] « Suspension d'émission et arrestations de journalistes au Mali : près de six ans de transition marqués par la répression », Reporters sans frontières (RSF), 25 juin 2026, https://rsf.org/fr/suspension-d-%C3%A9mission-et-arrestations-de-journalistes-au-mali-pr%C3%A8s-de-six-ans-de-transition-marqu%C3%A9s

L'objectif de l'instance est de créer un cadre commun aux trois pays membres pour harmoniser leurs politiques de régulation des médias. La PAREMEC est ainsi un nouvel outil permettant aux trois pays de l'AES d'institutionnaliser leur contrôle des médias à travers un instrument politique pour servir leur stratégie informationnelle.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger approfondissent par ces décisions politiques et juridiques leur intégration en organisation, et leur rupture avec les pays de la CEDEAO, formant un bloc isolé. Cette stratégie est alignée sur le récit souverainiste propagé par Tafouk TV, toutefois, elle constitue aussi un paradoxe au regard des discours panafricanistes qu'elle véhicule. En effet, la CEDEAO est décrite comme une organisation « sous le joug » de la France, qui s'affaiblit au profit d'un renforcement de l'AES soutenue par la Russie[31]. Ce bloc informationnel, qui se veut autonome, bénéficie pourtant d'un soutien extérieur, celui de la Russie, dont les intérêts convergent avec ceux des autorités sahéliennes.

Alliances et conjonctions d'intérêts dans le champ informationnel : une coalition narrative AES-Russie

L'analyse des contenus diffusés par Tafouk TV ne montre pas à ce stade une omniprésence de la Russie. En revanche, les récits véhiculés par une partie de ces vidéos coïncident avec les intérêts informationnels et géopolitiques russes. En effet, la qualification de la France et de l'OTAN comme des partenaires néfastes, voire des soutiens au terrorisme dans la région, peut être perçue comme une appropriation des positions russes[32].

En outre, l'exploitation d'un biais de négativité à l'égard de la France, l'Europe, et l'Occident plus généralement, est une stratégie similaire à celle de la Russie. En effet, la politique africaine de Moscou au début des années 2020 s'est appuyée sur le ressentiment et des frustrations des populations marginalisées dans leurs contextes sociologiques et territoriaux, en lien avec leur histoire coloniale[33]. Dans cette configuration, les acteurs médiatiques russes ont « tiré parti du biais de négativité », en véhiculant des récits mettant en avant les « prétendues atteintes à la souveraineté africaine commises par l'Europe et les États-Unis », tout en valorisant la viabilité de l'alternative russe[34].

[31] Chaîne YouTube de Tafouk TV, « L'invité du jour : Panafricanisme et souveraineté », 07 octobre 2026, https://www.youtube.com/watch?v=IbgClnyIbkg

[32] Timbuktu Institute et Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences (ISP PAN), *Désinformation, démocratie et enjeux de stabilité et de sécurité : quels défis partagés entre le Sahel et l'Europe ?*, octobre 2026.

[33] Harouna Drabo, *La dynamique des stratégies d'influence informationnelle dans la construction des représentations géopolitiques au Burkina Faso post-putsch de septembre 2022*, mémoire de master, Institut français de géopolitique, Université Paris 8, 2025.

[34] Stanislav Vasyliuk, « Russia's Information Warfare in Africa: Influence Operations in the Sahel », *Journal of Strategic Security*, vol. 19, n° 1, 2026, p. 78-92. DOI : https://doi.org/10.5038/1944-0472.19.1.2610

Dès lors, la coopération entre RT et Tafouk TV peut être interprétée comme une conjonction d'intérêts informationnels et géopolitiques entre les États de l'AES et la Russie. Ces intérêts communs produisent une situation de « co-construction hybride des récits d'influence », et permet à Moscou de « s'insérer dans des réseaux informationnels préexistants »[35]. La stratégie d'influence informationnelle de la Russie dans les pays du Sahel « s'emboite parfaitement dans la propagande mise en œuvre par les régimes militaires »[36], ayant les mêmes objectifs de diffuser des représentations négatives à l'égard des puissances occidentales autour des narratifs du néo-colonialisme/impérialisme, et du souverainisme.

Ce discours russe a connu une réactualisation dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la suspension de RT en Europe en février 2022. Dès lors, la Russie a opéré un pivot vers d'autres publics, notamment en Afrique francophone, où elle a développé sa stratégie d'influence informationnelle autour d'une rhétorique anticoloniale, en « convergence avec le Sud Global »[37]. Tafouk TV devient ainsi un vecteur de blanchiment de la propagande russe[38], tout en servant les intérêts des autorités militaires des pays de l'AES.

Tafouk TV se situe ainsi à la croisée de deux stratégies : celle des autorités sahéliennes, qui verrouillent leur espace informationnel, et celle de Moscou, qui y trouve un relais. Cette convergence interroge la portée réelle de l'autonomie informationnelle revendiquée par l'AES.

CONCLUSION

Le projet informationnel de l'AES répond d'abord à un impératif de survie politique. Issues de prises de pouvoir militaires et dépourvues de légitimité électorale, les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger doivent fonder leur autorité sur le consensus populaire et promouvoir une doctrine de gouvernance alternative. Les médias deviennent alors des instruments de guerre pour monopoliser le récit sur le pouvoir, mobiliser le sentiment patriotique et neutraliser la contestation avant qu'elle ne devienne une menace. L'institutionnalisation de la coalition informationnelle AES, avec la création de médias communs et les mécanismes conjoints de régulation, projette l'image d'une autonomie informationnelle. L'entreprise affiche des ambitions importantes, avec la publication d'au

[35] Timbuktu Institute et ISP PAN, *op. cit.*
[36] « Entretien avec Harouna Drabo sur les enjeux de la lutte informationnelle au Sahel », *Les Jeunes IHEDN*, 08 mai 2025, https://www.jeunes-ihedn.org/2025/entretien-avec-harouna-drabo-sur-les-enjeux-de-la-lutte-informationnelle-au-sahel/
[37] Maxime Audinet, « À bas le néocolonialisme ! » Résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre, Étude n° 119, IRSEM, octobre 2024.
[38] « Maxime Audinet : "En Afrique, pour blanchir sa propagande, la Russie s'appuie sur des acteurs locaux qui ont trouvé un intérêt, notamment lucratif"», *Reporters sans frontière*s (RSF), 07 octobre 2010, https://rsf.org/fr/maxime-audinet-en-afrique-pour-blanchir-sa-propagande-la-russie-sappuie-sur-des-acteurs-locaux-qui

moins 35 offres d'emploi le 27 octobre[39]. Néanmoins, le verrouillage du paysage médiatique dans ces trois pays souligne l'inquiétude des autorités face à la critique d'une partie de la presse. Cette autonomie reste en outre fragile, au vu des vulnérabilités économiques et structurelles des médias sahéliens qui s'appuient sur un soutien extérieur.

Si les dirigeants de l'AES ont une agentivité certaine et développent leurs propres stratégies dans le champ informationnel, celles-ci coïncident avec les intérêts russes. Les deux parties y voient alors une opportunité d'agir conjointement. L'appui de la Russie à Tafouk TV à travers le partenariat avec RT s'inscrit ainsi dans la continuité de sa guerre politique contre l'Europe et les puissances occidentales, qui vise la subversion politique et idéologique de leur modèle démocratique, par des leviers informationnels mobilisés dans des pays tiers[40]. Exclus de l'espace européen, les médias russes trouvent au Sahel un terrain de diffusion qui pourrait leur permettre de contourner les sanctions. Le fait que des contenus de RT soient relayés par Tafouk TV et distribués par le groupe français Canal+ pourraient par ailleurs entrer en contradiction avec le règlement européen, qui interdit aux opérateurs de diffuser, ou de permettre, faciliter ou contribuer à la diffusion de contenus des médias russes, même hors d'Europe.

Cette démarche relève d'une doctrine d'influence russe visant à « arsenaliser le Sud global » contre l'Occident[41]. Moscou se tourne ainsi vers cet ensemble de pays qualifié de « majorité globale », afin de contourner son ostracisation par les puissances occidentales[42], nuisant au passage à leur hégémonie en les renvoyant à leur statut minoritaire face à l'ensemble représenté par le « Sud global »[43].

[39] « Avis d'appel à candidatures pour le recrutement de Tafouk TV », *Le Sahel*, 27 octobre 2026, https://www.lesahel.org/avis-dappel-a-candidatures-pour-le-recrutement-de-personnels-de-tafouk-tv/

[40] Jonathan Guiffard et Kevin Limonier, « L'ère de la guerre politique », *Le Grand Continent*, 6 octobre 2026, https://legrandcontinent.eu/fr/2026/10/06/lere-de-la-guerre-politique/

[41] « Désoccidentaliser la majorité mondiale : la doctrine Karaganov », *Le Grand Continent*, 20 avril 2024, https://legrandcontinent.eu/fr/2024/04/20/desoccidentaliser-la-majorite-mondiale-la-doctrine-karaganov/

[42] *Ibid.*

[43] La notion de Sud Global, largement promue par la Russie, mais aussi par la Chine, fait l'objet de controverses par son caractère flou et inexact. Comme le soulignent A. Deneuville et M. Manet, il existe une « inadéquation des notions globalisantes telles « Sud global » et « Occident » pour appréhender la diversité idéologique et politique des Suds et des Nords ». (DENEUVILLE A., MANET M., « Face à Trump, les BRICS+ garants de l'ordre international ? », *Multitudes*, n°99 (2025) : 130-136



Source : Publication de Tafouk TV sur TikTok, relayant des propos de Sébastien Périmony, militant français proche de la Russie qui intervient régulièrement dans les médias russes.

Les intérêts des deux parties convergent ainsi : affaiblir la France, l'Occident et l'Union européenne dans l'espace informationnel africain francophone, favoriser le pouvoir militaire au détriment des institutions politiques, et réduire les capacités d'action occidentales.

Enfin, la campagne contre Emmanuel Macron présente plusieurs critères associés aux manœuvres d'ingérence numérique étrangère : diffusion en français vers un public francophone sur différentes plateformes (télévision, WhatsApp, Tik Tok), répétition de contenus et procédés rhétoriques propres à la désinformation. En ciblant des audiences françaises à travers des sujets socio-politiques nationaux, Tafouk TV pourrait ainsi devenir un acteur de la désinformation à l'approche de l'élection présidentielle française prévue en avril 2027.

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.